

## **l'Humanité, le 16**

### **Laurent Fabius : «Renforcer le pouvoir au Mali»**

**Une résolution proposée par la France sur le principe d'une intervention militaire au Mali a été adoptée vendredi soir au Conseil de sécurité de l'ONU. Une seconde résolution est en préparation. Sur quoi portera-t-elle ?**

**Laurent Fabius.** Nous disposons de 45 jours pour trouver un accord sur la feuille de route, c'est-à-dire sur les calendriers, les mobilisations nécessaires pour appliquer la première résolution, qui entérine le principe d'une force militaire. Votée à l'unanimité, cette première résolution affirme qu'il faut renforcer le pouvoir au Mali, rétablir une stabilité politique, aider l'armée malienne à reconquérir les villes du nord du pays occupées par les terroristes, pour ensuite aller débusquer Aqmi. Mais **cela demande une programmation pratique qui doit être mise au point**. Le 19 octobre, se tiendra à Bamako une réunion en présence de l'envoyé des Nations unies, Romano Prodi, du gouvernement malien, des représentants des pays riverains, pour avancer sur cette feuille de route.

**L'Algérie, qui a une solide expérience en matière de lutte contre les groupes terroristes, reste hostile à la perspective d'une intervention appuyée par les pays occidentaux. Où en sont les discussions avec Alger ?**

**Laurent Fabius.** Nous sommes en contact permanent avec les Algériens. Ils n'acceptent pas le terrorisme, ils demandent le respect de l'intégrité territoriale du Mali. Simplement, des discussions subsistent sur l'identification des groupes terroristes. Aqmi et le Mujao, qui, semble-t-il, a assassiné des diplomates algériens, sont des groupes terroristes. Mais des discussions portent sur la distinction entre les groupes terroristes avérés et ceux qui seraient prêts à renoncer à la violence et à reconnaître que l'intégrité du territoire malien doit être maintenue. La résolution des Nations unies dit bien qu'**il ne peut pas y avoir de négociations avec les terroristes avérés**. Avec d'autres, qui acceptent de renoncer à la violence, et qui reconnaissent l'intégrité territoriale du Mali, il peut y avoir des discussions.

**Cela signifie-t-il qu'au-delà des rebelles touareg du MNLA, des discussions pourraient s'engager avec les islamistes armés d'Ansar Eddine ?**

**Laurent Fabius.** Non. C'est beaucoup plus complexe parce que certains signes portent à croire que des groupes considérés comme récupérables pourraient être, en fait, de faux nez d'Aqmi. Il faut donc poursuivre ces discussions